



**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
Commune de La Verrière

**ARRETE TEMPORAIRE DU MAIRE**

**N°2026-008**

**PORTANT INTERDICTION DE STATIONNEMENT  
PARKING DU SCARABEE ET AVENUE DU GENERAL LECLERC**

**Monsieur le Maire de La Verrière,**

**Vu** la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les Communes, les Départements, les Régions et l'Etat ;

**Vu** le décret n°89-655 du 13 septembre 1989 relatif aux cérémonies publiques, présences, honneurs civils et militaires ;

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles : L. 2212-2 à L.2212-5 ;

**Vu** le Code de la Voirie Routière ;

**Vu** le Code de la Route, notamment les articles R. 1<sup>er</sup> ; R.417-10 et suivants ;

**Vu** le Code Pénal et notamment l'article R610.5 ;

**Vu** l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière temporaire ;

**Considérant** que le Maire est responsable des cérémonies publiques dans sa commune ;

**Considérant** qu'il appartient au Maire de prendre les mesures propres à assurer le bon ordre, la sureté, la sécurité, et la salubrité publics.

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures particulières au stationnement pour assurer la sécurité des usagers pendant la cérémonie militaire pour la remise officielle du commandement de l'EGM 13/1 le vendredi 30 janvier 2026.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le stationnement sera interdit sur l'ensemble des emplacements du parking du scarabée et sur les emplacements en épi avenue du général Leclerc le vendredi 30 janvier 2026 de 07h00 à 18h00.

**Article 2 :** Le stationnement gênant sera verbalisé conformément à la loi et fera l'objet d'une mise en fourrière aux frais et risques des contrevenants.

**Article 3 :** Tout manquement aux dispositions du présent arrêté sera constaté par procès-verbal et poursuivi conformément aux articles R610-5 du Code Pénal et R417-10 du Code de la Route.

**Article 4 :** Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage, d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de Versailles, ou d'un recours gracieux, devant le Maire de La Verrière, qui dispose alors de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision prise, qu'elle soit implicite ou expresse, peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Versailles pendant un délai de deux mois, à compter de sa notification. Un recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyens en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Dans ce cas, le demandeur n'a pas à produire de copies de son recours et le demandeur est assuré d'un enregistrement immédiat sans délai d'acheminement. »

**Article 5 :** Les ampliations du présent arrêté seront effectuées auprès de :  
Monsieur Ludovic RAOUL, Maire Adjoint, délégué aux Finances, Affaires générales et Sécurité publique,  
Madame la Directrice Générale des Services de la Ville,  
Monsieur le Commissaire de Police d'ELANCOURT,  
Monsieur le Directeur des Services Techniques,  
Madame la Cheffe de la Police Municipale,

Sont chargés chacun en ce qui le concerne, de la bonne exécution du présent arrêté.

La Verrière, Le 20 janvier 2026

**Nicolas DAINVILLE**  
Maire de La Verrière  
Vice-Président de SQY  
Vice-Président des Yvelines

